



Fédération du Rhône



Projet de développement en République Démocratique du Congo

PRINCIPAUX INDICATEURS	
Population totale (millions) 2007 ^a	62,5
% de la population de moins de 15 ans ^a	47
% de la population rurale ^a	56
Indice synthétique de fécondité ^b	6
Nombre de réfugiés (milliers) ^a	370,4
Nombre de personnes déplacées (million) ^a	1,4
Espérance de vie à la naissance (2007) ^a	47,6
Taux de mortalité des enfants de < 5 ans /1000 naissances vivantes (zones urbaine/ rurale) ^b	122/177
Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes ^b	549
% de naissances assistées par personnel de santé qualifié (zones urbaine/rurale) ^b	91/63
% d'enfants de moins de 1 an vaccinés contre la rougeole (zones urbaine/rurale) ^b	73/56
% d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale (poids /âge) ^b	31
Prévalence de la tuberculose/100 000 ha. ^b	660
Dépenses publiques de santé / hab. ^b	7 US\$
Dépenses publiques de santé en % du total des dépenses publiques ^b	7,2
Classement selon l'Indice de développement humain (IDH) sur 182 pays ^a	176
IDH ^a	0,389
Produit intérieur brut (PIB) per capita en US\$ ^a	298
% de la population disposant de moins de 2 US\$ par jour en Parité du Pouvoir d'Achat (PPA) 2000-2007 ^a	59,2
% de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté (2000-2006) ^a	79,5
Taux brut de scolarisation (2007) ratio H/F ^a	55,9/40,5
Taux d'alphabétisation des plus de 15 ans en 1997-2007 (ratio H/F) ^a	80,9/54,1
% de la population disposant de sources d'eau potable améliorées en 2008 ^b (zones urbaine/rurale)	80/28
% de la population disposant d'infra-structures d'assainissement améliorées en 2008 ^b (zones urbaine/rurale)	23/23
Sources :	
a) PNUD - Rapport mondial sur le Développement Humain 2009 - http://hdr.undp.org/fr/	
b) OMS - Statistiques sanitaires mondiales 2010 - http://www.who.int/whosis/whostat/2010/fr/	

La République démocratique du Congo (RDC), pays d'Afrique centrale au potentiel immense couvre une superficie de 2,3 millions de km², presque égale à celle de l'Europe de l'Ouest. Sa population, évaluée à près de 63 millions d'habitants, est très inégalement répartie.

Depuis 1960, date de son accession à l'indépendance, la RDC a traversé de nombreuses crises et guerres qui ont eu des conséquences dramatiques sur la vie de la nation, faisant des millions de morts, entraînant la ruine de l'économie et du système sanitaire et provoquant de vastes mouvements internes de population. Dans le même temps, le pays a dû faire face à l'afflux de centaines de milliers de réfugiés venant de l'Angola, du Burundi, de la République centrafricaine, de la République du Congo, du Rwanda, du Soudan et de l'Uganda, eux-mêmes en proie à des luttes fratricides. L'ONU considère que « la RDC est actuellement confrontée à l'une des pires crises humanitaires au monde. » Le processus de démocratisation initié en 2002 a toutefois été couronné par l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2005, et par l'organisation d'élections présidentielle et législatives en 2006, signes d'une relative stabilité politique.

Bien que le pays regorge d'innombrables richesses naturelles et minières (cobalt, cuivre, pétrole, diamants, or, uranium...) et en dépit des vastes programmes de reconstruction lancés en 2008 par la communauté internationale, en 2009 le PNUD a classé la RDC 176^{ème} sur 182 pays sur l'échelle du développement humain. Ainsi qu'en atteste le tableau ci-contre, tous les indicateurs socio-sanitaires et économiques sont au-delà du niveau d'alerte. La malnutrition y constitue une véritable urgence silencieuse. Les interventions humanitaires ont effet permis de réduire ce fléau dans les provinces du Kivu, mais cinq autres provinces affichent en ce moment des taux moyens de malnutrition sévère supérieurs à 15%, le seuil d'alerte. La RDC est de plus régulièrement affectée par des catastrophes naturelles (éruptions volcaniques, inondations, sécheresse) et des épidémies qui frappent de plein fouet des populations vulnérables déjà incapables de satisfaire à leurs besoins élémentaires.

Si la situation sécuritaire de la plus grande partie du pays s'est améliorée, il n'en est pas de même dans les provinces de l'Est. En Ituri, les populations civiles et les acteurs du terrain sont victimes des exactions perpétrées par l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), l'une des milices les plus violentes du monde qui organise la rébellion contre le gouvernement ougandais pour soumettre l'Ouganda aux dix commandements bibliques. Dans les deux Kivus, des groupes des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) attaquent les villages et les opérations militaires que les Forces armées de la RDC (FARDC) mènent avec le Rwanda contre les FDLR, empêchent les humanitaires de couvrir certaines zones.

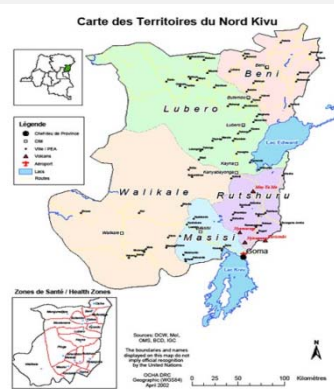
C'est dans la province du Nord Kivu, que le Secours populaire français apporte son soutien à Solidarité pour la Promotion Sociale et la Paix (SOPROP). En sus d'une population estimée à 4,5 millions d'habitants sur un territoire de seulement 47 264 km², le Nord Kivu héberge plus d'un million de personnes déplacées. La grande richesse de son sous-sol y a toujours attisé des convoitises, origine des guerres qui bouleversent cette région depuis des décennies. La dégradation de la

situation des droits de l'homme y est criante et les violences sexuelles et actes de torture y sont habituels, particulièrement en zone rurale. On estime que plus de 200 000 femmes et jeunes filles ont été violées. La police et l'armée étant en déliquescence et les systèmes judiciaires étatiques et coutumiers ne fonctionnant quasiment plus, l'impunité est devenue la règle. C'est dans ce contexte de « guerre oubliée », de pauvreté extrême et d'insécurité permanente, que le SPF œuvre aux côtés des humanitaires pour protéger les populations vulnérables et tenter de leur assurer des conditions de vie acceptables, dans le respect des droits de l'homme.

Notre partenaire local : SOPROP

<http://www.soprop-rdc.org>

Solidarité pour la Promotion Sociale et la Paix (SOPROP) est une association à but non lucratif créée en 1994 lors de l'afflux massif de réfugiés rwandais en RDC provoqué par des conflits interethniques. SOPROP a pour objectifs de : a) soutenir les personnes vulnérables (femmes victimes de violences sexuelles, personnes vivant avec un handicap, victimes de la torture, détenus...) par des actions visant à garantir leur promotion socio-économique ; b) promouvoir la prise de conscience et le respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme par l'éducation ; c) promouvoir la paix et la bonne gouvernance ; et d) participer à la reconstruction du pays par l'initiation et la réalisation de projets d'intérêt général. SOPROP travaille en synergie avec plusieurs associations nationales et internationales et fait partie de réseaux locaux, régionaux et internationaux ayant les mêmes objectifs. Notre partenaire, qui dispose actuellement d'un bureau à Kinshasa et de trois bureaux au Nord Kivu, met en œuvre quatre grands programmes :



- Assistance psycho-médicale et réinsertion des victimes de la torture et autres violences (assistance psycho-médicale aux femmes victimes de violences sexuelles, assistance juridique, lutte contre la marginalisation et aide à la réinsertion socioprofessionnelle par la promotion d'activités rémunératrices)
- Programme de démocratie participative et bonne gouvernance
- Programme d'investigation sur la violation des droits de l'homme et la corruption
- Programme « *Dignité et détention* » visant à assister les détenus sur le plan judiciaire et à leur assurer un minimum vital.

SOPROP a pour partenaires : United Nations Population Fund (UNFPA), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Union européenne (UE), *International Rehabilitation Council for Torture Victims (IRCT)*, le *Secours populaire français*, *Agir ensemble pour les Droits de l'homme*, *National Endowment for Democracy (NED)*, *The Fund for Global Human Rights*, *OAK Foundation* et *Amnesty International*.

Collaboration du Secours populaire français avec SOPROP

C'est en 2002, lors de l'éruption du volcan Nyirangongo qui détruisit une grande partie de la ville de Goma, laissant près de 80 000 personnes sans abri, que le SPF a commencé à collaborer avec SOPROP par l'intermédiaire de la Fédération du Rhône. En 2003, le SPF appuya la mise en place de microcrédits visant à relancer des activités économiques pour les victimes de cette éruption. Par la suite, fidèle à sa démarche d'aider les populations à recouvrer leur autonomie et à prendre en mains leur avenir, le SPF apporta une aide d'urgence aux victimes de violences sexuelles et de torture. A partir de 2004- 2005, le SPF commença à apporter un appui structurel aux Centres Psycho-médicaux pour la Réhabilitation des Victimes de la Torture (CPMRVT) de Goma, Butembo et Kitshanga (matériel informatique, bureau, fournitures, communication). Depuis, le SPF continue à approvisionner ces CPMRVT en médicaments et petit matériel médical. Ces trois centres ont accueilli respectivement 1019 victimes en 2008, 1206 en 2009 et 1269 de janvier à septembre 2010. De 2006 à 2008 le SPF a concentré ses activités sur l'aide d'urgence aux camps de déplacés de Goma.

Le SPF apporte également un appui technique visant à améliorer la prise en charge des victimes de tortures et de violence sexuelle et à mettre en place un dispositif communautaire d'accompagnement médico-psycho-social de ces victimes. En 2009, à la demande de SOPROP, deux missions de terrain du SPF préparèrent une formation du personnel prenant en charge les victimes. Cette formation à la recherche-action sur la prise en charge du syndrome post-traumatique a eu lieu en mai et juin 2010. Dénommée « *Pona Uponye* » (*Se soigner pour mieux soigner* en kiswahili), cette session qui a réuni 48 participants, a permis à tous les acteurs de la société civile, y compris les tradipraticiens, d'échanger leurs expériences et les difficultés quotidiennes rencontrées.

Conformément à son mandat, La Fédération du Rhône du SPF continuera à s'investir pour aider les victimes à recouvrer leur autonomie. En même temps, elle évaluera ses activités passées, renforcera la collaboration intersectorielle et contribuera à la mobilisation de ressources additionnelles pour faire face aux besoins croissants identifiés par la communauté internationale.

Projets 2011 Soutien du programme de développement agricole mené par 30 Comités Locaux de Femmes (CLF) dans la province du Nord Kivu. Les CLF sont des entités sous la responsabilité de SOPROP. Les CLF accueillent des femmes victimes de violences. Ils travaillent au changement de mentalité dans la communauté grâce aux différentes sensibilisations et dénonciations des cas de violences. Ceci pour que « les femmes victimes de violences sexuelles se mettent debout et marchent avec les autres sans culpabilisation. »

Bénéficiaires : 1650 femmes (et indirectement leurs enfants).

Participation au programme d'urgence des défenseurs des droits de l'Homme avec « Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme » (AEDH). Lorsqu'un défenseur des droits de l'Homme est victime d'une arrestation arbitraire, est menacé d'enlèvement ou d'assassinat, le SPF avec AEDH est alerté pour la mise en place de réponses adaptées. Types d'intervention : évacuation en urgence ou mise en sécurité ; aide de subsistance ; aide à la réinstallation dans un pays d'asile, assistance médicale ; accompagnement juridique ou judiciaire ; plaidoyer.

[CLIQUEZ SUR CE LIEN POUR FAIRE UN DON POUR NOS PROJETS INTERNATIONAUX](#)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter la Fédération du Rhône du Secours populaire français
6 rue Gaspard André - 69002 Lyon - Tél. : 33+ 472 77 87 77 - contact@spf69.org - <http://www.spf69.org/>